

ASSOCIATION DIOCÉSAINE

Siège social :
27 Rue de la Paix
55100 VERDUN

R.C.S. BAR LE DUC n° 326 506 227

**RAPPORT du COMMISSAIRE aux COMPTES
sur les COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 Décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association DIOCÉSAINE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

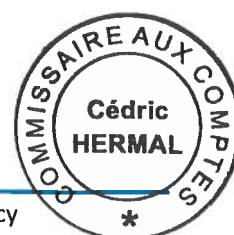
Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code du commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- * Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- * Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- * Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- * Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- * Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

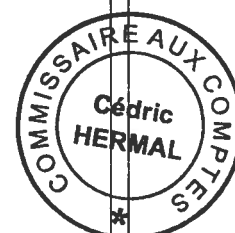
Fait à Verdun,
Le 9 juillet 2025

Cédric HERMAL
Commissaire aux Comptes

BILAN - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

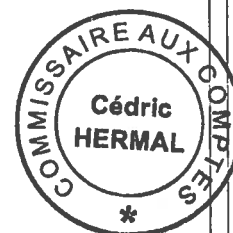
ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	15 299,14	15 299,14		242,94
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	693 450,54	12 953,88	680 496,66	639 552,44
Constructions	9 204 433,15	5 022 602,14	4 181 831,01	3 206 095,40
Installations techn., matériel et outil. ind.	202 433,02	167 504,59	34 928,43	34 639,80
Autres	528 728,00	429 634,12	99 093,88	117 349,58
Immobilisations corporelles en cours	3 409,20		3 409,20	634 519,92
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés	34 855,00		34 855,00	35 000,00
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	85 500,00		85 500,00	64 272,00
Autres	5 151,02		5 151,02	5 151,02
TOTAL (I)	10 773 259,07	5 647 993,87	5 125 265,20	4 736 823,10
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	25 335,51		25 335,51	22 958,91
Créances				
Clients, usagers et comptes rattachés	10 705,45		10 705,45	5 619,53
Créances reçues par legs ou donations	11 658,78		11 658,78	11 658,78
Autres	504 242,68		504 242,68	146 474,62
Valeurs mobilières de placement	8 144 369,25	22 029,91	8 122 339,34	8 839 243,23
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	446 177,04		446 177,04	492 031,54
Charges constatées d'avance	20 714,82		20 714,82	26 497,65
TOTAL (II)	9 163 203,53	22 029,91	9 141 173,62	9 544 484,26
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de version actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	19 936 462,60	5 670 023,78	14 266 438,82	14 281 307,36



BILAN - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

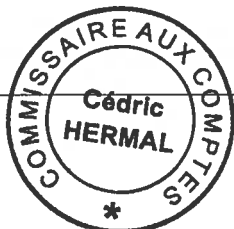
PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	447 412,03	447 412,03
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	12 044 846,80	12 658 305,57
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-758 823,65	-613 458,77
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>11 733 435,18</i>	<i>12 492 258,83</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	11 733 435,18	12 492 258,83
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	34 855,00	35 000,00
Fonds dédiés	20 431,79	54 335,69
TOTAL (II)	55 286,79	89 335,69
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	102 000,00	
TOTAL (III)	102 000,00	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 581 900,12	938 888,84
Emprunts et dettes financières diverses	175 463,17	182 143,01
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 616,63	65 000,55
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	177 773,86	166 501,92
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 651,34	
Autres dettes	403 311,73	347 178,52
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	2 375 716,85	1 699 712,84
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV-V)	14 266 438,82	14 281 307,36



900 - AD CONSOLIDATION
COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

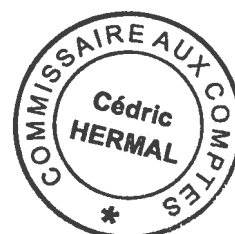
	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	44 311,26	58 818,85
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	202 254,01	178 575,56
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	119 790,37	119 030,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	934 748,27	895 538,80
Mécénats	200 185,67	238 281,89
Legs, donations et assurances-vie	34 048,90	81 466,87
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 541,34	29 890,47
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	221 112,62	199 963,53
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 784 992,44	1 801 565,97
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	96 510,96	95 472,20
Variation de stock	-2 376,60	4 768,70
Autres achats et charges externes	1 199 132,16	1 269 677,73
Aides financières	133 040,40	191 416,01
Impôts, taxes et versements assimilés	131 131,60	139 374,33
Salaires et traitements	905 052,14	999 343,45
Charges sociales	478 925,86	493 598,70
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	319 298,03	266 535,74
Dotations aux provisions	102 000,00	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	20 111,78	4 432,10
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 382 826,33	3 464 618,96
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 597 833,89	-1 663 052,99
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	147 219,53	132 091,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 991,27	143 736,87
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 700,84	36 252,23
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	168 911,64	312 080,10
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	22 029,91	10 446,77
Intérêts et charges assimilées	16 994,46	7 840,22
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	40 234,64	103 823,73
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	79 259,01	122 110,72
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	89 652,63	189 969,38



900 - AD CONSOLIDATION
COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	-1 508 181,26	-1 473 083,61
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	844 789,86	527 063,15
Sur opérations en capital	91 138,84	666 874,79
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	935 928,70	1 193 937,94
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	131 059,43	136 651,71
Sur opérations en capital	35 010,66	176 252,39
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	166 070,09	312 904,10
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	769 858,61	881 033,84
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20 501,00	21 409,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 889 832,78	3 307 584,01
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	3 648 656,43	3 921 042,78
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-758 823,65	-613 458,77



ASSOCIATION DIOCESAINE DE VERDUN

ANNEXE

EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Sommaire:

- * Règles et méthodes comptables
- * Engagements financiers
- * Notes sur le bilan actif
- * Notes sur le bilan passif
- * Informations complémentaires



1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- * l'indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du plan comptable général et du guide comptable des diocèses de France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques .

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- * Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises avant le 01/01/1993 qui ont fait l'objet d'une inscription au franc symbolique.
- * Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.
- * Les frais d'acquisition des immobilisations ne sont pas rattachés au coût d'achat et sont comptabilisés directement en charge.
- * La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat dont frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés :

Caution donnée aux banques en garantie de remboursement des emprunts suivants :

Bénéficiaire	Banque	Date de réalisation	Montant initial	Capital restant au 31/12/2024
BENOITE VAUX Accueil Échéance illimitée	Caisse Epargne N° prêt : 5678780	29/01/2019	500 000 €	423 571 €
Totaux			500 000 €	423 571 €

Engagements reçus :

Plusieurs legs ont été acceptés par le conseil d'administration et n'ont pas pu être comptabilisés dans les produits de l'Association Diocésaine car l'acte notarié n'a pas été signé au 31/12/2024.



3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

* Etat de l'actif immobilisé

ACTIF IMMOBILISE	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation incorporelles	15 299 €			15 299 €
Terrains & Agencements	651 451 €	42 000 €	0 €	693 451 €
Constructions & Agencements	8 056 741 €	1 258 254 €	110 561 €	9 204 433 €
Inst.techniques & Matériels	194 085 €	8 348 €	- €	202 433 €
Mat.transport-informatique-Mobilier	504 751 €	23 977 €	- €	528 728 €
Immobilisations en cours	634 520 €	496 105 €	1 127 216 €	3 409 €
Biens reçus par legs à céder	35 000 €	34 855 €	35 000 €	34 855 €
Cautionnements versés	5 151 €	- €	- €	5 151 €
Prêts consentis à des tiers	64 272 €	25 000 €	3 772 €	85 500 €
TOTAL	10 161 270 €	1 888 539 €	1 276 549 €	10 773 259 €

* Etat des amortissements

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements ou provisions début exercice	Augmentation	Diminution	Amortissements ou provisions fin exercice
Immobilisations incorporelles	15 056 €	243 €	- €	15 299 €
Agencements Terrains	11 898 €	1 056 €	- €	12 954 €
Constructions & Agencement	4 850 645 €	267 708 €	95 751 €	5 022 602 €
Inst.techniques & Matériels	159 445 €	8 060 €	- €	167 505 €
Mat.transport-informatique-Mobilier	387 402 €	42 232 €	- €	429 634 €
TOTAL	5 424 447 €	319 298 €	95 751 €	5 647 994 €



3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)* Etat des valeurs mobilières de placement

Le poste " Valeurs mobilières de placement " englobe notamment des titres cotés en bourse dont la valeur comptable au 31/12/24 s'élève à la somme de : 8 144 369€

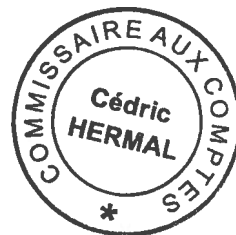
Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées conformément aux règles comptables.

En revanche, les moins values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation en fin d'exercice pour un montant de 22 030€ en moins de l'actif du bilan .

* Etat des créances

CREANCES	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Stocks	25 336 €	22 959 €
Acompte et avance versée	0 €	0 €
Factures non réglées	22 364 €	17 278 €
Divers produits à recevoir	110 309 €	146 475 €
Legs en cours	393 933 €	0 €
Charges constatées d'avance	20 715 €	26 498 €
TOTAL	572 657 €	213 209 €

L'ensemble des créances est à moins d'un an.



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

* Etat des capitaux propres

CAPITAUX	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Réserves & Patrimoine intégré	12 658 306 €		613 459 €	12 044 847 €
Legs d'actifs immobilisés	447 412 €	0 €	0 €	447 412 €
Subventions d'équipement nettes	0 €	0 €	0 €	0 €
Résultat de l'exercice	-613 459 €	613 459 €	758 824 €	-758 824 €
TOTAL	12 492 259 €	613 459 €	1 372 282 €	11 733 435 €

* Etat des fonds dédiés et reportés sur Legs et donation

Origine & Affectation	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés sur legs et donation	54 336 €	33 904 €		20 432 €
Fonds reportés sur legs et donation	35 000 €	35 000 €	34 855 €	34 855 €
TOTAL	89 336 €	68 904 €	34 855 €	55 287 €

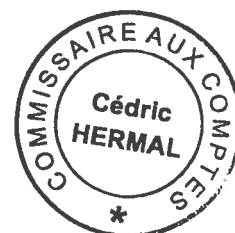
En cas de legs et d'engagements à réaliser par rapport à celui-ci, une ligne "Fonds dédiés sur legs et donation " est présente au niveau du passif du bilan dans les dettes financières.

Une donatrice a légué la somme de 39 763.85 € au profit de l'association diocésaine à charge pour elle d'affecter cette somme pour la basilique d'Avioth.

Il reste en compte au bilan la somme de 20432 € en fonds dédiés sur legs.

Parallèlement, compte tenu de la réglementation d'enregistrement comptable des legs, les biens immobiliers reçus qui ne sont pas conservés dans le patrimoine du Diocèse et qui sont mis en vente sont inscrits au passif du bilan pour leur montant estimé.

Les fonds reportés à ce titre s'élèvent à 34855 euros au 31 décembre 2024.



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

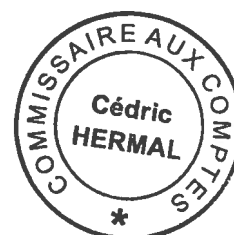
* Etat des emprunts

EMPRUNTS	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Prêt Caisse d'épargne	938 889 €	- €	66 667 €	872 222 €
Prêt Cholet Dupont	0 €	505 583 €	0 €	505 583 €
Prêt ACV	0 €	200 000 €	- €	200 000 €
Intérêts courus sur prêt	0 €	4 095 €	0 €	4 095 €
TOTAL	938 889 €	709 678 €	66 667 €	1 581 900 €

	Capital restant du au 31/12/2024	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêt Caisse d'épargne	872 222 €	66 667 €	266 667 €	538 889 €
Prêt Cholet Dupont	505 583 €		505 583 €	
Prêt ACV	200 000 €		200 000 €	
Total :	1 577 805 €	66 667 €	972 250 €	538 889 €

* Etat des provisions

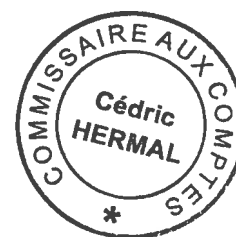
PROVISIONS	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision risques et charges	0 €	102 000 €	0 €	102 000 €
Prov.dépréciation élt's financiers	0 €	0 €	0 €	0 €
Provision pour dépréciation V.M.P	19 991 €	22 030 €	19 991 €	22 030 €
TOTAL	19 991 €	124 030 €	19 991 €	124 030 €



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

* Etat des dettes

DETTE	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Factures non réglées	32 651 €	60 434 €
Factures non parvenues	4 617 €	4 567 €
Créditeurs divers à payer	157 620 €	102 207 €
Dépôts & Cautionnements	109 368 €	116 048 €
Fondations de messes	66 095 €	66 095 €
Messes à célébrer & dépôts	216 964 €	218 371 €
Sommes collectées à reverser	28 727 €	26 600 €
Personnels & Organismes sociaux	142 714 €	130 647 €
Etat & Impôt société	35 060 €	35 855 €
Produits constatés d'avance	0 €	0 €
TOTAL	793 817 €	760 824 €



L'ensemble des dettes est à moins d'un an.

5 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1) La consolidation

Sont concernées par la "consolidation" des comptes annuels, toutes les structures oeuvrant sous la tutelle de l'Association Diocésaine, ces structures ont une gestion financière séparée.

L'Association Diocésaine, Eglise en Meuse, l'Œuvre des pèlerinages et les paroisses constituent le périmètre de la consolidation des comptes annuels.

Les mouvements n'entrent pas dans ce périmètre de consolidation du fait de leur indépendance juridique.

Les services dont le budget est enregistré dans les comptes de la Caisse Diocésaine de pastorale n'ont pas été intégrés dans ces comptes. La subvention annuelle enregistrée dans les charges de l'Association Diocésaine correspond à leur besoin pour l'année.

2) Informations sur les legs

Les legs enregistrés dans les produits sont ceux qui ont été authentifiés par acte notarié.

Certains legs soldés comportent des actifs que le Diocèse ne souhaite pas conserver et qui sont inscrits dans le compte 240000 (biens reçus par legs destinés à être cédés).

Seulement en 2018, le Diocèse a reçu un legs de 10408 parts détenues dans le groupement forestier de la forêt de Saint Cyr et estimées à 6 245 €.

Ces parts ne figurent pas dans les comptes 2024 puisqu'elles ont été acquises avant la modification du plan comptable. Elles seront vendues dans les années à venir.

5 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (suite)

3) Evénements durant l'exercice

Aucun élément significatif est à signaler sur l'exercice 2024

4) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

5) Etat des avantages et des ressources provenant de l'étranger en 2024

Aucun avantage et aucune ressource n'ont été perçus en provenance de l'étranger.

6) Autres informations

Les contributions volontaires en nature et les engagements hors bilan en matière de retraite ne sont pas chiffrés dans les comptes annuels.

Le bénévolat n'est pas considéré comme une contribution volontaire en nature dans les associations diocésaines.

